
**INFORMATIONS RELATIVES AU POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR –
ACTIONS À ENGAGER POUR GARANTIR L'EFFICACITÉ DE LA
COMMISSION**

Les documents suivants ont été fournis par la FAO :

1. Le rapport du *Groupe informel d'experts juristes sur le processus à suivre pour la transformation d'un organe statutaire relevant de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO en un organe extérieur à l'Organisation (modification éventuelle du statut de la Commission des thons de l'océan Indien)*, ainsi que le rapport de sa transmission par le CCLM au Conseil.
2. Des extraits des passages pertinents du rapport de la 133^e session du Conseil de novembre 2007.
3. Le compte rendu *in extenso* des débats du Conseil, qui reproduit les déclarations faites par les délégués durant la session du Conseil (dans leur langue originale).

Octobre 2007



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

CONSEIL

Cent trente-troisième session

Rome, 14-16 novembre 2007

**RAPPORT DE LA QUATRE-VINGT-DEUXIÈME SESSION DU
COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET
JURIDIQUES (CQCJ)**

Rome, 25 octobre 2007

Table des matières

	Pages
I. INTRODUCTION	1
II. EXAMEN DES TRAVAUX DU GROUPE INFORMEL DE JURISTES SUR LE PROCESSUS À SUIVRE POUR LA TRANSFORMATION D'UN ORGANE STATUTAIRE, ÉTABLI EN VERTU DE L'ARTICLE XIV DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO, EN UN ORGANE EXTÉRIEUR À L'ORGANISATION (MODIFICATION ÉVENTUELLE DU STATUT DE LA COMMISSION DES THONS DE L'OCÉAN INDIEN)	1
III. AUTRES QUESTIONS	1
ANNEXE: RAPPORT DU GROUPE INFORMEL DE JURISTES CHARGÉ D'EXAMINER LE PROCESSUS À SUIVRE POUR LA TRANSFORMATION D'UN ORGANE STATUTAIRE DE LA FAO, ÉTABLI EN VERTU DE L'ARTICLE XIV DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO, EN UN ORGANE EXTÉRIEUR À L'ORGANISATION (MODIFICATION ÉVENTUELLE DU STATUT DE LA COMMISSION DES THONS DE L'OCÉAN INDIEN)	2

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

W/K1055/f

I. INTRODUCTION

1. La quatre-vingt-deuxième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) s'est tenue le 25 octobre 2007. Elle était présidée par M. Emmanuel R. Fernandez (Philippines). Les membres ci-après du Comité étaient représentés:

États-Unis d'Amérique, Gabon, Guatemala, Philippines, République arabe syrienne et République tchèque.

II. EXAMEN DES TRAVAUX DU GROUPE INFORMEL DE JURISTES SUR LE PROCESSUS À SUIVRE POUR LA TRANSFORMATION D'UN ORGANE STATUTAIRE, ÉTABLI EN VERTU DE L'ARTICLE XIV DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO, EN UN ORGANE EXTÉRIEUR À L'ORGANISATION (MODIFICATION ÉVENTUELLE DU STATUT DE LA COMMISSION DES THONS DE L'OCÉAN INDIEN)

2. Le CQCJ a pris note du rapport du Groupe informel de juristes chargé d'examiner le processus à suivre pour la transformation d'un organe statutaire, établi en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, en un organe extérieur à l'Organisation (modification éventuelle du statut de la Commission des thons de l'océan Indien) et a décidé de le transmettre au Conseil en tant qu'Annexe au présent rapport.

3. Le CQCJ a noté que si les questions juridiques en jeu n'avaient pas toutes été examinées à fond, aucune analyse juridique supplémentaire de la procédure à suivre pour transformer la CTOI en un organe extérieur à la FAO et de ses conséquences ne serait fructueuse à ce stade, les décisions fondamentales sur les questions de principe n'ayant pas encore été prises par la Commission des thons de l'océan Indien et par ses membres.

4. Le CQCJ a également noté qu'un certain nombre d'autres questions relatives aux relations entre la FAO et les organes établis au titre de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO devaient être examinées. À cet égard, il a noté que ces questions étaient complexes, qu'elles ne pouvaient pas être envisagées en faisant abstraction des pratiques constantes et établies de l'Organisation et des décisions des organes directeurs et que la question avait aussi été soulevée dans le contexte de l'Évaluation externe indépendante (EEI). Le CQCJ a noté que cet élément pourrait faire l'objet d'un futur examen à la lumière de toutes les circonstances pertinentes.

III. AUTRES QUESTIONS

5. Le CQCJ a noté que la question de l'accès des membres aux rapports de l'Inspecteur général était encore en suspens. Il a recommandé au Conseil d'envisager de donner des orientations à ce sujet en tenant compte des recommandations correspondantes figurant dans le rapport de l'EEI.

ANNEXE

**COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES
ET JURIDIQUES****Quatre-vingt-deuxième session****Rome, 25 octobre 2007****RAPPORT DU GROUPE INFORMEL DE JURISTES CHARGÉ
D'EXAMINER LE PROCESSUS À SUIVRE POUR
LA TRANSFORMATION D'UN ORGANE STATUTAIRE DE LA
FAO, ÉTABLI EN VERTU DE L'ARTICLE XIV DE
L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO, EN UN ORGANE
EXTÉRIEUR À L'ORGANISATION
(MODIFICATION ÉVENTUELLE DU STATUT DE LA
COMMISSION DES THONS DE L'OCÉAN INDIEN)****Rome, 23-24 octobre 2007**

1. Une réunion du Groupe informel de juristes chargé d'examiner le processus à suivre pour la transformation d'un organe statutaire de la FAO, établi en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, en un organe extérieur à l'Organisation (modification éventuelle du statut de la Commission des thons de l'océan Indien), ci-après dénommé le Groupe informel, s'est tenue à Rome les 23 et 24 octobre.
2. On trouvera à l'Appendice II au présent document la liste des participants.
3. Le Groupe informel a élu Président M. M. K. Rao (Inde).
4. Le Groupe informel a été réuni conformément à une décision du Conseil de la FAO, prise à sa cent trente-deuxième session, tenue à Rome du 18 au 22 juin 2007. Le Conseil s'est penché sur le rapport du Comité des questions constitutionnelles et juridiques qui, à sa quatre-vingt-unième session, en avril 2007, avait examiné un document intitulé « *Processus à suivre pour la transformation d'un organe statutaire de la FAO, établi en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif, en un organe extérieur à l'Organisation (modification de statut de la Commission des thons de l'océan Indien)* ». Le CQCJ n'est pas parvenu à une conclusion sur les options examinées. Le Conseil a fait siennes les conclusions du CQCJ selon lesquelles la situation était complexe et sans précédent et il était donc indispensable d'étudier en profondeur tous les aspects de la question, en tenant compte de toutes les incidences de chaque solution proposée, notamment le fait que toute décision prise à cet égard créerait un précédent en droit international qui pourrait avoir un impact sur d'autres organisations du système des Nations Unies. Le Conseil a approuvé la demande du CQCJ visant à ce que la question soit étudiée par un Groupe informel de juristes de tous les membres de la CTOI, des membres du CQCJ et des représentants des organisations concernées du système des Nations Unies, selon qu'il conviendra. Le CQCJ prendrait ensuite connaissance des travaux du Groupe informel et donnerait son avis au Conseil.

5. Le Conseil a pris note des préoccupations exprimées au cours des débats concernant l'efficacité et l'efficacité de la CTOI, qui étaient les raisons déclarées du processus en cours. Il est arrivé à la conclusion que ces préoccupations, ainsi que les raisons invoquées, devraient être examinées en priorité lors de discussions entre le Secrétariat de la FAO et les membres concernés de la CTOI, et que le Secrétariat ferait rapport sur le résultat de ces discussions au CQCJ et à tout autre organe approprié.

6. Le Groupe informel était saisi de divers documents et rapports, notamment le document CCLM/81/2, le rapport de la quatre-vingt-unième session du CQCJ, le rapport de la cent trente-deuxième session du Conseil, le document CL 132/LIM/4, contenant des informations sur l'évolution de la situation après la session du CQCJ, et notamment sur les délibérations de la CTOI à sa onzième session, tenue en mai 2007 à Maurice.

7. Le Groupe des 77 et la Chine ont présenté aux participants un document (Appendice I, qui est partie intégrante du présent rapport) selon lequel leur position est la suivante: si les membres de la CTOI peuvent parvenir à un consensus sur le retrait de la CTOI de la FAO, la solution décrite plus loin, proposée par la FAO, est la seule option juridiquement appropriée pour résoudre la question de la suppression des liens entre la FAO et la CTOI. Ils ont confirmé que la procédure de retrait devra être conforme à l'Acte constitutif de la FAO et donnera à chaque membre de la CTOI le droit de déterminer sa ligne de conduite par des procédures nationales de ratification.

8. Le Groupe informel a examiné le document préparé par le Secrétariat de la FAO intitulé « *Observations supplémentaires relatives aux propositions de modification du statut de la Commission des thons de l'océan Indien* ».

9. Le Secrétariat a confirmé son avis juridique sur la procédure visant à faire de la CTOI une instance extérieure à la FAO, prévoyant l'organisation d'une conférence de plénipotentiaires pour l'adoption d'un nouvel accord, la mise en oeuvre d'un procédé simultané de retrait et de dénonciation de l'accord existant et d'acceptation d'un nouvel accord, ainsi que la mise en oeuvre, par la FAO, des dispositions transitoires nécessaires si les membres le souhaitent. Le processus pourrait prendre un certain temps, mais les inconvénients seraient réduits au minimum, la FAO assurant le fonctionnement de la CTOI pendant la période intérimaire et des mesures transitoires étant mises en oeuvre. S'il existait véritablement un consensus quant à la transformation de la CTOI en organe extérieur à la FAO, il n'y avait aucune raison de penser que le processus d'entrée en vigueur du nouvel accord serait long.

10. En présentant son avis juridique, le Secrétariat de la FAO a rappelé que l'Accord portant création de la CTOI n'était pas un accord « autonome ». Il avait été conclu par le Conseil de la FAO et placé par les membres dans le cadre de l'Organisation, qui faisait elle-même partie du système des Nations Unies. Il était mis en oeuvre dans ce cadre et par l'intermédiaire de la FAO. La modification du statut de la CTOI concernait l'ensemble de la FAO et devait nécessairement être traitée comme la création d'une nouvelle instance. Aucune procédure n'avait été prévue pour cette situation, que ce soit dans l'Accord portant création de la CTOI ou dans les Textes fondamentaux, et la question pouvait concerner d'autres accords, non seulement au sein de la FAO, mais encore dans d'autres organisations du système. Il était essentiel que cette question soit traitée selon des modalités juridiquement appropriées, en vue, également, de lever toute ambiguïté quant à la situation future de la CTOI, et ce, dans l'intérêt de toutes les parties concernées. Dans le cadre de la procédure proposée, chaque membre souverain de la CTOI, quel que soit son statut, serait en mesure d'arrêter la ligne d'action qu'il souhaitait suivre et cela serait matérialisé par l'intermédiaire d'un instrument de retrait de l'accord actuel et d'acceptation du nouvel accord. De surcroît, le Secrétariat de la FAO a souligné que cette procédure reposait exactement sur les mêmes principes que ceux qui avaient été suivis lorsque des accords extérieurs à la FAO avaient été insérés dans le cadre de l'Organisation en vertu de l'Article XIV de son Acte constitutif.

11. Le Secrétariat de la FAO a également rappelé que la procédure d'amendement de l'Article XX de l'Accord portant création de la CTOI avait une limitation intrinsèque, dans la mesure où il ne pouvait concerner que des amendements à un accord se situant et demeurant dans le cadre de la FAO, et une procédure d'amendement conçue pour permettre la modification d'un accord s'insérant dans le cadre de la FAO ne pouvait pas être utilisée pour établir un nouvel accord extérieur à l'Organisation et mettre en place une instance juridique distincte. Cela équivaldrait à utiliser une procédure pour une finalité autre que celle qui lui avait été initialement attribuée.

12. Accessoirement, le Secrétariat de la FAO a fait remarquer qu'il était proposé de suivre une procédure d'amendement simplifiée applicable aux amendements techniques habituels et n'entraînant pas de nouvelles obligations. Il a rappelé, à cet égard, que les critères formulés par ses organes directeurs pour établir si les amendements entraînaient ou non de nouvelles obligations avaient été appliqués hors contexte, car ils n'avaient jamais été formulés pour une situation de ce type. Les amendements proposés semblaient bel et bien entraîner de nouvelles obligations, comme le confirmait notamment la nécessité de procédures internes de ratification que certains pays devaient suivre et qui allaient à l'encontre du but même du processus en cours.

13. Les juristes de la Communauté européenne ont indiqué que l'option ci-après pourrait être envisagée:

14. Dans le cadre de cette option, la Commission était libre de modifier l'Accord relatif à sa création conformément à l'Article XX (4) de celui-ci, afin de faire de cette organisation une instance extérieure à la FAO. Cette opinion soulignait le droit souverain des parties contractantes à un accord international d'interpréter, d'appliquer et d'amender l'accord dans les limites fixées dans celui-ci. Par conséquent, seules les parties contractantes à la CTOI ont le droit d'interpréter le sens de l'Article XX de l'Accord portant création de la CTOI et, en particulier, la notion d'*« amendements n'entraînant pas de nouvelles obligations »*. Rien dans l'Accord portant création de la CTOI ni dans l'Acte constitutif ou les règlements de la FAO ne s'oppose au droit des membres de la CTOI d'amender l'Accord portant création de la CTOI conformément à l'Article XX (4) pour supprimer les liens qui unissent la CTOI à la FAO, compte tenu du fait que cet amendement n'entraîne pas de nouvelles obligations.

15. De surcroît, aucun texte juridique ne contient de dispositions qui limitent à des amendements habituels et techniques l'utilisation de la procédure d'amendement simplifiée. Enfin, les exigences en matière de ratification relevant du droit national sont sans effet sur l'interprétation des dispositions de l'Accord portant création de la CTOI.

16. Le fait que la CTOI ait des liens administratifs avec la FAO ne s'oppose pas au changement de statut par l'intermédiaire d'un amendement de l'Accord portant création de la CTOI. Cependant, l'existence de ces liens nécessite la participation de la FAO à ce processus, en particulier par la conclusion d'un accord entre la FAO et la CTOI mettant en place un dispositif administratif transitoire concernant le changement de statut.

17. L'avantage de cette procédure est qu'il n'est pas nécessaire de conclure un nouvel accord, ni d'établir un nouvel organe juridique, ce qui évite une longue procédure de négociation et de ratification qui risquerait de compromettre gravement la bonne conservation des espèces de thons de l'océan Indien.

18. Le Groupe des 77 et la Chine ont estimé que la procédure présentée aux paragraphes 14 à 17 ne constituait pas une option valable.

19. Le Groupe informel a pris note du document relatif à la position d'États membres de la CTOI (Groupe des 77 et Chine), indiquant notamment qu'ils s'engageaient à s'occuper activement de la question de l'efficacité et de l'efficacité de la CTOI dans le cadre de la FAO. Le Groupe informel a également noté que nombre de participants avaient déclaré à plusieurs reprises

que cela devrait être fait d'urgence. Le Groupe informel a noté que le Secrétariat de la FAO engagerait des débats avec tous les membres concernés de la CTOI afin de mettre au point une formule appropriée de nature à améliorer l'efficacité et l'efficacité de la CTOI, en vue de son examen par celle-ci à sa prochaine session.

Appendice I**Groupe informel de juristes sur la transformation d'un organe statutaire relevant de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO en un organe extérieur à l'Organisation (modification éventuelle du statut de la Commission des thons de l'océan Indien)****Position des États du G-77 membres de la CTOI et la Chine**

1. Les membres de la CTOI du Groupe des 77, Chapitre de Rome (G-77), et la Chine soutiennent la proposition du secrétariat de la FAO à la quatre-vingt-unième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques, relative au processus de modification du statut de la Commission des thons de l'océan Indien, au cas où les membres souhaiteraient sa transformation en un organe extérieur à la FAO. Ils notent qu'il n'y a manifestement pas de consensus quant à la question de savoir si la CTOI doit sortir du cadre de la FAO.
2. Pour les membres CTOI du G-77 le changement de nature de la CTOI en tant qu'organe statutaire en un organe extérieur à la FAO ne peut être traité comme un simple amendement à l'accord CTOI. Cela nécessiterait la convocation d'une conférence de plénipotentiaires pour l'adoption d'un nouvel accord CTOI et la mise en œuvre d'un processus concomitant de retrait et de dénonciation de l'accord existant et surtout, l'entrée en vigueur du nouvel accord par le dépôt d'instruments à cet effet par chaque membre. Les membres de la CTOI du G-77 soulignent que seul un processus de ce type sauvegarde le droit essentiel de chaque État souverain, quels que soient ses dimensions, son statut, son état de développement ou sa nature d'État côtier ou non côtier, et conformément au principe d'égalité souveraine des Nations Unies, de prendre une décision quant à la marche qu'il entend suivre. Ils notent que, dans le cadre de ce schéma, la FAO pourrait mettre en œuvre les arrangements transitoires qui seraient nécessaires, permettant ainsi à la CTOI de fonctionner harmonieusement pendant la période intérimaire.
3. Les membres de la CTOI du G-77 estiment aussi que la qualification des amendements proposés comme n'entraînant pas de nouvelles obligations est erronée et n'est pas conforme aux critères établis par les organes directeurs de la FAO, qui ont été utilisés hors de leur contexte, comme cela est confirmé par des recherches complémentaires. Ils estiment que des obligations liées à la personnalité juridique de la FAO devront être assumées par les membres. Les membres de la CTOI du G-77 notent, par ailleurs, que plusieurs membres ont indiqué que les amendements proposés doivent être soumis à des procédures nationales de ratification, qui sont incompatibles avec le processus d'adoption d'amendements n'entraînant pas de nouvelles obligations.
4. **En conclusion, les membres de la CTOI du G-77 soutiennent l'approche qui donne à chaque membre le droit de déterminer ce qu'il entend faire, par des procédures nationales de dénonciation et de ratification. Il s'agit d'une approche juridiquement correcte, fondée sur les principes applicables de droit international, sur la pratique passée de la FAO, et qui est conforme au statut de la CTOI en tant qu'organe statutaire de la FAO. Elle constitue par ailleurs la seule solution qui évite d'établir un précédent négatif pour le système des Nations Unies.**
5. Les membres de la CTOI du G-77 sont conscients que la réunion du groupe informel traite uniquement de questions juridiques concernant le processus de modification du statut de la CTOI. Ils ne peuvent pas perdre de vue les incidences politiques du processus en cours et, dans ce contexte, souhaitent souligner trois points:

5.1. Le Conseil, à sa session de juin 2007, a pris note des préoccupations exprimées relativement à l'efficacité et à l'efficacité de la CTOI qui étaient les raisons déclarées du processus en cours. Le Conseil est arrivé à la conclusion que ces préoccupations et raisons invoquées devraient être examinées conjointement par le Secrétariat de la FAO et les membres concernés de la CTOI et que le Secrétariat ferait rapport sur les résultats de ces délibérations au CQCJ et à tout organe approprié. Les membres de la CTOI du G-77 notent qu'en raison de contraintes associées à cette période d'une année de Conférence, il n'a pas été possible de tenir ces débats, **mais ils prient instamment le Secrétariat et tous les membres concernés de la CTOI de les commencer dès que possible.** Ils notent que des dispositions informelles ont été développées au sein de la CTOI il y a quelques années et il pourrait être possible de les améliorer.

5.2 Les membres de la CTOI du G-77 envisagent avec pr occupacion une proposition qui, bien que présentée comme un moyen d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de la CTOI, aboutirait en fait à placer les stocks de thons de l'océan Indien sous le contrôle direct d'un nombre limité de membres qui mènent des opérations de pêche industrielle dans la région. Ils notent qu'une commission extérieure au système des Nations Unies n'offrirait pas les mêmes garanties d'égalité souveraine de tous les membres, d'indépendance, d'impartialité, d'objectivité et de multilatéralisme.

5.3. Les membres de la CTOI du G-77 estiment que leur participation à la réunion du groupe informel, de même que leurs propositions relatives au processus à suivre, sont sans aucun préjudice de leur position de principe, à savoir qu'ils ne souhaitent pas que la CTOI soit retirée du cadre de la FAO et que d'éventuelles pr occupacions relatives à l'efficacité et efficacité de la CTOI doivent être traitées dans le cadre de son statut institutionnel actuel.

Appendice II

**RÉUNION DU GROUPE INFORMEL DE JURISTES (CTOI)
ROME, 23 -24 OCTOBRE 2007**

LISTE DES PARTICIPANTS

AUSTRALIA/AUSTRALIE

Judy Barfield
Counsellor Agriculture
Alternate Permanent Representative
to FAO
Embassy of Australia
Via Antonio Bosio, 5
00161 Rome
Phone: 06 852 723 76
Fax: 06 852 723 46
E-mail: judy.barfield@dfat.gov.au

Ms Zhang Ming
Second Secretary
Permanent Representation of the
People's Republic of China to FAO
Via degli Urali, 12
00144 Rome
Phone: 06 591 931 1
Fax: 06 591 931 30
E-Mail: chinamission@chinamission.it

CHINA/CHINE

Ms Liling Zhao
Senior Consultant
Division of Distant Water Fisheries
Bureau of Fisheries
Ministry of Agriculture
No. 11 Nongzhanguan Nanli
Beijing 100026
CHINA

Phone: + 86 10 641 929 66
Fax: + 86 10 641 929 51
E-Mail: bofdwf@agri.gov.cn

Mr Pang Yuliang
Third Secretary
Permanent Representation of the
People's Republic of China to FAO
Via degli Urali, 12
00144 Rome
Phone: 06 591 931 1
Fax: 06 591 931 30
E-Mail: chinamission@chinamission.it

Qian Yu
Permanent Representation of the
People's Republic of China to FAO
Via degli Urali, 12
00144 Rome
Phone: 06 591 931 1
Fax: 06 591 931 30
E-Mail: chinamission@chinamission.it

Mr Yang Li
Deputy Division Director
Department of Treaty and Law
Ministry of Foreign Affairs
No. 2, Chaoyangmen Nan Av.
Beijing 100701
CHINA

Phone: + 86 10 659 632 68
Fax: + 86 10 659 632 76
Email: yang_li@mfa.gov.cn

CL 133/5

9

COMOROS/COMORES

M Hassani Ahamada Soilihi
 Conseiller juridique
 Ministère de l'agriculture, de la pêche et
 de l'environnement
 B.P. 2027
 Moroni
 COMORES

Phone: + 269 346 321
 E-Mail: hassani.ahamadas@gmail.com

Mr Friedrich Wieland
 Head of Unit
 Legal Issues
 European Commission
 Directorate-General for Fisheries and Maritime
 Affairs, Office J-99 06/11
 Rue Joseph II
 Bruxelles B-1049
 BELGIUM

Phone: + 32 2 296 32 05
 Fax: + 32 2 295 19 42
 E-mail: friedrich.wieland@ec.europa.eu

**CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE**

Dr Vladimír Balaš
 Partner, Rowan Legal
 v Jámě , 1
 CZ-110 00 Prague 1
 CZECH REPUBLIC

Phone: +420 224 216 212
 Fax: +420 224 215 823
 E-Mail: balas@rowanlegal.com

ERITREA/ÉRYTHRÉE

Mr Tewolde Woldemikael
 Director-General of Fisheries Resources
 Development Department
 Ministry of Fisheries
 PO Box 27
 Massawa
 ERITREA

Phone: + 291 712 614
 E-mail: tsofanit@yahoo.com

Mrs Daniela Moyzesová
 Counsellor
 Embassy of the Czech Republic
 Via dei Gracchi, 322
 00192 Rome
 Phone: 06 360957/36095758-9 3609571
 Fax: 06 3244466
 E-Mail: rome@embassy.mzv.cz

Mr Yohannes Tensue
 First Secretary
 Embassy of Eritrea
 Via Boncompagni, 16 - 3rd Floor
 00187 Rome
 Phone: 06 427 412 93
 Fax: 06 420 86 806
 E-mail: segreteria@embassyoferitrea.it

**EUROPEAN COMMUNITY /
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

Mr Thomas van Rijn
 Directeur
 Conseiller juridique principal
 Service Juridique
 Commission européenne
 BERL 04/23
 Brussels B-1049
 BELGIUM
 Phone: + 32 2 295 1818
 Fax: + 32 2 295 24 85
 Email: thomas.van-rijn@ec.europa.eu

FRANCE

M. Frédéric Lepez
 Juriste auprès de la Sous-Direction du droit de
 la mer, des pêches et de l'Antarctique à la
 Direction des affaires juridiques du Ministère
 des affaires étrangères et européennes
 57, Bld. des Invalides
 75700 Paris 07
 FRANCE
 Téléphone: +33 1 536 936 57
 Télécopie: +33 1 536 936 76
 Courriel: frederic.lepez@diplomatie.gouv.fr

M. Michel Trinquier
 Sous-Directeur du droit de la mer, des pêches et
 de l'Antarctique à la Direction des affaires
 juridiques du Ministère des affaires étrangères
 et européenne
 57, Bld. des Invalides
 75700 Paris 07
 FRANCE
 Téléphone: +33 1 536 936 53
 Télécopie: +33 1 536 936 76
 Courriel: michel.trinquier@diplomatie.gouv.fr

GUATEMALA

Sr Francisco Bonifax
 Embajador
 Representante Permanente ante los
 organismos de Naciones Unidas con
 sede en Roma
 Embajada de Guatemala
 Via dei Colli della Farnesina, 129
 00194 Roma
 Phone: 06 3629 9091
 E-Mail: embaguante.italia@tin.it

GABON

Son Excellence
 Monsieur Noël Baïot
 Ambassadeur
 Ambassade de la République gabonaise
 Via San Marino, 36-36A
 00198 Rome
 Téléphone: 06 85358970
 Télécopie: 06 8417278
 Courriel: ambassadedugabon1@interfree.it

GUINÉE/GUINEA

M. Bangaly Diakhaby
 Juriste, Conseiller juridique
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage,
 de l'environnement, des eaux et forêts
 BP 576
 Conakry
 GUINÉE
 Téléphone: + 224 304 113 61
 Portable: + 224 646 790 51

M. Louis Stanislas Charicauth
 Conseiller
 Ambassade de la République gabonaise
 Via San Marino, 36-36A
 00198 Rome
 Téléphone: 06 85358970
 Télécopie: 06 8417278
 Courriel: ambassadedugabon1@interfree.it

INDIA/INDE

Mr M. Koteswara Rao
 Senior Legal Officer, Legal & Treaties Division
 Ministry of External Affairs, Government
 of India
 ISIL Bdg. 9, Bhagwan Dass Road,
 New Delhi – 110 001
 INDIA
 Phone: +91 11 23382109
 Fax: +91 11 23389724
 Mobile: +91 9891594306
 E-Mail: mkrao_prime@yahoo.com

Mme Élise Nang
 Conseiller
 Ambassade de la République gabonaise
 Via San Marino, 36-36A
 Téléphone: 06 85358970
 Télécopie: 06 841727 8
 Courriel: ambassadedugabon1@interfree.it

CL 133/5

11

INDONESIA/INDONÉSIE

Ms Siti Mauludiah
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative
 to FAO
 Embassy of the Republic of Indonesia
 Via Campania 55
 00187 Rome

Phone: 06 42009150 06 4200911
 Fax: 06 4880280 48904910
 E-Mail: indorom@uni.net

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)/
REPUBLICUE ISLAMIQUE D'IRAN**

Mr Mehdi Nasrollahzadeh Shirazi
 Deputy Director-General
 Public Relations & International Relations
 Iran Fisheries Organization
 Ministry of Jihad - e – Keshavarzi
 250, Fatemi Avenue
 Teheran IRAN

E-Mail: mnshirazi@gmail.com

Mr Ali Asghar Mojahedi
 Director-General for fisheries management
 Ministry of Jihad - e – Keshavarzi
 250, Fatemi Avenue
 Teheran
 IRAN

E-mail: a_mojahedi@hotmail.com

JAPAN/JAPON

Mr Tetsuya Kawashima
 First Secretary
 Alternate Representative to FAO
 Embassy of Japan
 Via Quintino Sella, 60
 00187 Rome

Phone: 06 48799411
 Fax: 06 4885109
 E-Mail: tetsuya.kawashima@mofa.go.jp

KENYA

Mr Mathias Wafula
 Deputy Director of Fisheries
 Ministry of Livestock and Fisheries
 Development
 P.O. Box 58187
 Nairobi
 KENYA

Email: mwafula@hotmail.com

Ms Jacinta M. Ngwiri
 Alternate Representative
 Ministry of Agriculture
 Kenya Embassy
 Via Archimede, 164
 00197 Rome

Phone: 06 8082714
 Fax: 06 8082707
 E-Mail: kenroma@rdn.it

Ms Ann, B. Nyikuli
 Permanent Representative
 Ministry of Foreign Affairs
 Via Archimede, 164
 00197 Rome

Phone: 06 8082714
 Fax: 06 8082707
 E-Mail: kenroma@rdn.it

MADAGASCAR

M. Monja
 Conseiller
 Ambassade de la République de Madagascar
 Via Riccardo Zandonai, 84/A
 00194 Rome

Téléphone: 06 36300183 36307797
 Télécopie: 06 3294306
 Courriel: ambamad@hotmail.com

MALAYSIA/MALAISIE

Mr Mohd Ghazali Mohamad Taib Bin
 Legal Advisor
 Fisheries Department
 Ministry of Agriculture and Agro-based
 Industry
 Precint 4, 4G2, Wisma Tani
 62628 Putrojaya
 MALAYSIA

Phone: 03 88704000
 Fax: 03 88892460
 E-Mail: kcu01@dof.gov.my

Mr Johari Ramli
 Agricultural Attaché
 Embassy of Malaysia
 Via Nomentana, 297
 00162 Rome

Phone: 06 8415808
 Fax: 06 8555040
 E-Mail: mw.rome@embassymalaysia.it

MAURITIUS/MAURICE

Mr Shaheed Bhaukaurally
 Assistant Solicitor General
 5th floor, R. Seeneevassen Bldg.
 Jules Koenig Street
 Port Louis
 MAURITIUS

Phone: + 230 203 475 0
 Fax: + 230 212 674 2
 E-Mail: sbhaukaurally@mail.gov.mu

Mr Denis Cangy
 Consul of the Republic of Mauritius
 and Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Via G.B. Morgagni, 6-a
 00161 Rome

Phone: 06 44245652
 Fax: 06 44245659
 E-mail: consmaur@libero.ir

OMAN

H. E. Nasser Al Harthi
 Ambassador to Italy
 Embassy of the Sultanate of Oman
 Via della Camilluccia, 625
 00135 Rome

Phone: 06 36300545 36300517
 Fax: 06 3296802
 E-Mail: embassyoman@virgilio.it

Mr Rasmi Mahmoud
 Technical Advisor
 Embassy of the Sultanate of Oman
 Via della Camilluccia, 625
 00135 Rome

Phone: 06 36300545 36300517
 Fax: 06 3296802
 E-Mail: rasmimahmoud@gmail.com

PHILIPPINES

Emmanuel R. Fernandez, Ph.D.
 Second Secretary and Consul
 Embassy of the Philippines
 Viale delle Medaglie d'Oro, 112-114
 00136 Rome

Phone: 06-39746621
 Fax: 06-39740872
 E-Mail: erfernandez8888@yahoo.com

SEYCHELLES

Mr Andre Clifford
 Director, Legal Affairs
 Ministry of Environment, Natural Resources
 and Transport, c/o Transport Division
 3rd Fl., International Conference Centre
 Victoria, Mahe
 SEYCHELLES

Phone: +248 611 100
 Fax: +248 225 414
 Email: clifford_andre@yahoo.co.uk

CL 133/5

13

SRI LANKA

Mrs Hasanthi Dissanayake
Minister Counsellor and Alternate Permanent
Representative of Sri Lanka to UN Agencies
in Rome
Embassy and Permanent
Representation of Sri Lanka
Via Adige 2
00198 Rome
Phone: 06 855 45 60
Fax: 06 842 41670
E-Mail: saranyahu@hotmail.com

Mr H.S.G.Fernando
Director-General (Development)
Ministry of Fisheries and Aquatic Resources
Maligawatta
Colombo 10
SRI LANKA
Phone: +94 11 232 966 6
Fax: +94 11 247 219 2
E-Mail: hsgfernando@fisheries.gov.lk

**SYRIAN ARAB REPUBLIC/RÉPUBLIQUE
ARABE SYRIENNE**

Ms Souha Jamali
Minister Plenipotentiary
Embassy of the Syrian Arab Republic
Piazza dell'Ara Coeli, 1
00186 Rome
Phone: 06-6749801
Fax: 06-6794989
E-Mail: uffstampasyem@hotmail.it

SUDAN/SOUDAN

Mr Abdul Majeed MOHAMED
Director of Natural Fisheries
Marine and Riverine Fisheries of Sudan
Ministry of Animal Resources
and Fisheries
PO BOX 293
Khartoum
SUDAN

Phone: + 249 912 82 183
Fax: +249 834 761 28
E-Mail: Majeedbeder@hotmail.com

TANZANIA/TANZANIE

Ms Janet Samuel Uronu
Ag Assistant Director of Fisheries
Ministry for Natural Resources and Tourism
PO Box 2462
Dar Es Salaam
TANZANIA
Phone: +255 22 212 293 0
Fax: +255 22 211 035 2
E-Mail: fisheries@accesstanzania.com

janeturonu@yahoo.co.uk

Mr Meinrad Rweyemamu Tindatumire
Senior State Attorney
Ministry for Natural Resources and Tourism
PO Box 9372
Dar Es Salaam
TANZANIA
Phone: +255 22 2122930
Fax: +255 22 2110352
E-Mail: fisheries@accesstanzania.com

tindatumire@yahoo.co.uk

THAILAND/THAÏLANDE

Mrs Pongthong Onoora
Chief, International Law Group
Fisheries Foreign Affairs Division
Department of Fisheries
Kasetsart University Campus
Chatuchak, Bangkok 10900
THAILAND
Phone: +662 5797941 ext.1101
Fax: +662 579 7941
E-mail: poungtho@fisheries.go.th

Ms Oracha Tanakorn
Minister-Counsellor
Ministry of Foreign Affairs
Treaty Division
Department of Treaties and Legal Affairs
443 Sri Ayudhaya Road
Bangkok 10400
THAILAND
E-mail: plemfa@hotmail.com

Mr Thanachai Wachiraworakam
 Legal Affairs Division
 Department of Treaties and Legal Affairs
 Ministry of Foreign Affairs
 443 Sri Ayudhaya Road
 Bangkok 10400
 THAILAND
 E-mail: thanachaiw@gmail.com

Mr Smith Thummachua
 Fishery Biologist, and Chief
 Overseas Fisheries Management and Economic
 Cooperation Group, Fisheries Foreign Affairs
 Division, Department of Fisheries
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Kaset Klang, Phaholyotin Rd.
 Chatuchak, Bangkok 10900
 THAILAND

Phone: +660 579 6216
 Fax: +662 579 7947
 E-Mail: thuma98105@yahoo.com

USA/ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Mr. David Hegwood
 Agricultural Minister Counsellor
 United States Mission to the United
 Nations Agencies for Food and Agriculture
 Alternate Permanent Representative
 via Vittorio Veneto, 119/A
 00187 Rome

Phone: 06 467 43507
 Fax: 06 467 43520
 E-Mail: USUNRome@State.Gov

Institutions spécialisées:

OMS

Mr Gianluca Burci
 Legal Counsel
 World Health Organization
 20, avenue Appia
 1211 Geneva 27
 SWITZERLAND
 Phone: +41 22 792189814
 Fax: +41 22 7914158
 E-Mail: burcig@who.int

BIT

Mr Drazen Petrovic
 Office of the Legal Adviser
 International Labour Office
 4, route des Morillons
 CH-1211 Geneva 22
 SWITZERLAND
 Phone: +41 22 7997905
 Fax: +41 22 7998570
 Email: petrovic@ilo.org

OMPI

Ms Christine Castro Hublin
 Head of Legal and Constitutional Law Section
 World Intellectual Property Organization 34
 Chemin des Colombettes
 CH-1211 Geneva 20
 SWITZERLAND
 Phone: +41 22 338 9111
 E-mail: christine.hublin@wipo.int

14 November, 2007



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COUNCIL CONSEIL CONSEJO

**Hundred and Thirty-third Session
Cent trent-troisième session
133° período de sesiones**

**Rome, 14-16 November 2007
Rome, 14-16 novembre 2007
Roma, 14-16 de noviembre de 2007**

**FIRST PLENARY SESSION
PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE
PRIMERA SESIÓN PLENARIA**

14 November 2007

The First Plenary Meeting was opened at 10:15 hours
Mr Mohammed Saeid Noori-Naeini,
Independent Chairman of the Council, presiding

La première séance plénière est ouverte à 10 h 15
sous la présidence de M. Mohammed Saeid Noori-Naeini,
Président indépendant du Conseil

Se abre la primera sesión plenaria a las 10.15 horas
bajo la presidencia del Sr Mohammed Saeid Noori-Naeini,
Presidente Independiente del Consejo

Please submit all corrections to Room A-371. Pour toutes corrections s'adresser au Bureau A-371.
Para todas las correcciones dirigirse a la Oficina A-371.

groups, we have the following proposals for the three posts of vice-chairpersons. Ambassador Agnes Van Ardenne Van der Hoeven of the Netherlands; Ambassador Mohammed Ashraf Gamal Eldin of Egypt, and Mr Yohannes Tensue of Eritrea. If there is no objection, I wish to congratulate these three personalities on their appointment as vice-chairpersons of the Council. I myself feel I am in good hands, with good assistance from the three vice-chairs. For the Drafting Committee, the regional groups have proposed Mr Richard of the United Kingdom as chairperson, and the following countries as members in alphabetical order: Australia, Bangladesh, Brazil, Canada, Chile, China, Ethiopia, Egypt, France, Gabon, Japan, Netherlands, Oman and Ukraine. Are there any objections to these nominations? Thank you. So I congratulate the chairpersons and members of the Drafting Committee.

Before we move on to our next item, may I take this opportunity to call upon your cooperation in our joint efforts to keep to the timetable for this Session. We have just today and tomorrow to get through the agenda. So time management is going to be essential if we are to adopt the report of the Session on Friday, 16 November. It is important that we start each meeting on time. Please ensure you are here in the Red Room at the time indicated in the Order of the Day. I should also like to remind you that the full written text of your interventions may be submitted for inclusion in the verbatim records of this Session, and a shorter version delivered orally. Whenever such texts are submitted for inclusion in the verbatim records of any meetings, an announcement to this effect will be made from the podium. Furthermore, may I also request that you give a copy of any statement you intend to make to the Secretariat in advance to assist interpreters and the verbatim records staff in their work. The Order of the Day gives an e-mail address where such written interventions may be sent.

IV. CONSTITUTIONAL AND LEGAL MATTERS
IV. QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES
IV. ASUNTOS CONSTITUCIONALES Y JURÍDICOS

10. Report of the 82nd Session of the Committee on Constitutional and Legal Matters (Rome, 25-26 October 2007)

10. Rapport de la quatre vingt-deuxième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) (Rome, 25-26 octobre 2007)

10. Informe del 82º período de sesiones del Comité de Asuntos Constitucionales y Jurídicos (Roma, 25 y 26 de octubre de 2007)

CHAIRMAN

We now move on to Item 10. Report of the 82nd Session of the Committee on Constitutional and Legal Matters, CCLM. Please ensure you have before you the relevant document which is CL 133/5. The report of the CCLM deals almost entirely with the Report of the Informal Group of Legal Experts and the process for a change in the nature of a statutory body under Article 14 of the FAO Constitution into a body outside the framework of FAO, which is a possible change in status of the Indian Ocean Tuna Commission. I invite Mr Emmanuel Fernandez, from the Philippines, who chaired the last session of the Committee on Constitutional and Legal Matters, to introduce the item. Mr Fernandez welcome to the podium and you have the floor.

Emmanuel R. FERNANDEZ (Chairman, CCLM)

The Committee on Constitutional and Legal Matters held its 82nd Session last October 25, 2007. Document CL 133/5 contains our report on what was part of and what was decided during that session. Allow me to briefly present the main points of our report. As you can see, there were only two items on our agenda for that Session and since the first of these two items was the only substantive one, if I may say so, I wish to allow some time after my report on the first agenda item for any discussion that it may elicit. The first item on our agenda was a review of the output of the Informal Group of Legal Experts which was convened last October 23 and 24 pursuant to a decision made by the FAO Council during its immediately preceding Session. The said Informal Group of Legal Experts was asked to examine the process for a change in the nature of the

statutory body under Article 14 of the FAO Constitution into a body outside the framework of FAO. Specifically, it was tasked to examine the possible change in the status of the Indian Ocean Tuna Commission from a body within the framework of FAO to one outside of it. After taking note of the Report of the Informal Group of Legal Experts, the CCLM decided to forward it to the Council. We have therefore, Mr Chairman, appended the full text of the Informal Group's report as an annex to our own report and the said report forms an integral part of document CL 133/5. The CCLM reserved that one and all legal issues involved had been thoroughly examined. No further legal analysis under the procedures to be followed for the removal of IOTC from FAO would be productive at this stage, since fundamental decisions and issues in principle have to be taken by the Indian Ocean Tuna Commission and its members.

The CCLM also noted that a number of other issues concerning the relationship between FAO and bodies established under article 14 of the Constitution needed to be examined. The CCLM arrived at the view that: 1) those issues were of a complex nature, 2) they could not be seen in isolation from the extensive past practice of the Organization and from the previous decisions of the Governing Bodies, and 3) that the matter had in fact been likewise raised in the context of the Independent External Evaluation. The CCLM, therefore, concluded that this matter could be the subject of a future review in the light of all pertinent circumstances. If the Chairman so pleases, I shall now pause, to make room for any discussion on this particular item of our Agenda.

CHAIRMAN

Thank you Mr Fernandez, for the introduction of this report and now the floor is open for any interventions, comments or questions. I have Australia, European Community, United States of America, Malaysia and Indonesia. We will start with this, so I give the floor to Australia.

Ms Judy BARFIELD (Australia)

Australia would like to make a statement in relation to the item on the IOTC and Australia would firstly like to express its concern with the delays in reconfiguring the IOTC to ensure its effective functioning. This matter has been discussed since the Seventh Annual Session of the IOTC in 2002 and there are many issues that remain to be resolved. Australia would like to reiterate that the IOTC is an organization mandated to ensure the sustainable management of the tuna and tuna-like species in the Indian Ocean. This is impossible without a Commission capable of managing effectively all fishing activities of tuna and tuna-like species in the Indian Ocean. Currently, much of the fishing activity for these species is not and cannot be regulated by the IOTC. The consequences of not managing all fishing activity could be a serious depletion of tuna stocks which will have detrimental affects particularly on the coastal states of the region and most particularly on the Small Island Developing States whose economies rely heavily on these fisheries. Decisions regarding the functioning of the IOTC are the responsibility of the members of the IOTC Commission. Australia considers that the IOTC agreement generates for its members a range of rights and obligations under international law, including the right to make decisions regarding amendments to the IOTC agreements. That said, we recognize that FAO has a key role in supporting the members of the IOTC in coming to a decision. We would remind participants that IOTC members at the Eleventh Annual Session unanimously agreed to issue a statement inviting FAO to take immediate action on the draft amendments in preparation for their further consideration at its Twelfth Session. Australia is seriously concerned that suggestions to establish a separate process to negotiate a new agreement, further long delays that could be caused by a new process, would further jeopardize the already precious fish stocks. To negotiate a new IOTC agreement could take many years and unfortunately that is time we do not have, if we are to sustain and protect the region's tuna and tuna-like fisheries.

Renaud-François MOULINIER (European Community)

I am speaking on behalf of the European Community and its 27 Member States. The candidate countries to the EU, Croatia and Turkey, associate themselves with this statement. The European Community acknowledge the conclusions of the informal meeting of legal experts on the process for a change in nature of the Indian Ocean Tuna Commission (IOTC), an Article XIV FAO Body,

into a Body outside the framework of FAO and those of the Eighty-Second session of the Committee on Constitution and Legal Matters (CCLM). The European Community would like to point out that, in its view, the main IOTC objective set out in its convention, which is the sustainable management of the Indian Ocean tuna and tuna like species is currently not being attained, as this Organization is not in a position of operating in an efficient and effective manner. The European Community, recalling the provisions of the United Nations General Assembly Resolution 61/105 on Sustainable Fisheries adopted in December 2006, which requires that the Regional Fisheries Management Organizations perform and implement sound management for the conservation of fisheries resources. The European Community will then await until the conclusions, report and recommendations of the IOTC Performance Review and then will re-define its position on the future functioning and structure of the IOTC.

Lee A. BRUDVIG (United States of America)

The United States has just a few points to make First of all we strongly encourage FAO to work closely with the Indian Ocean Tuna Commission to resolve any issues and concerns that may affect the effectiveness and the efficiency of the IOTC. We continue to hope that efforts to adjust the IOTC Charter to make the IOTC a more effective body will succeed in the end. As currently constituted, the IOTC faces some significant impediments. More broadly, The United States supports further examination of the relationship between FAO and Article XIV bodies, particularly in light of the findings and recommendations of the Report of the Independent External Evaluation.

Dato' Zulkfli Bin IDRIS (Malaysia)

Malaysia wishes to express our appreciation to the FAO Secretariat for providing document CL 133/5 and would like to thank FAO for inviting Malaysia to the informal group of Legal Experts Meeting for a change in the nature of a statutory body under Article XIV of the FAO Constitution into a body outside the framework of FAO 2007, which was held on 23 to 24 October 2007 in Rome. Malaysia concurs with the last Council session's decision, that the efficiency and the effectiveness of IOTC should be addressed as a matter of priority through discussions between the FAO Secretariat and concerned IOTC members, and that the Secretariat should report on the outcome of such discussions to the Committee on Constitutional and Legal Matters as well as other appropriate bodies. Based on the Informal Group of Legal Experts meeting, it seems there was no consensus among the IOTC members regarding the withdrawal of the IOTC from FAO. Secondly, the issues concerning the relationship between FAO and bodies established under Article XIV of the FAO constitution is of a complex nature and this has been raised in the Final Report of the Independent External Evaluation of the FAO. This would need further review by the governing bodies. Malaysia is of the opinion that the withdrawal of IOTC from FAO is not the only solution in resolving the problems and concurs with the Informal Group of Legal Experts that the FAO Secretariat should discuss further with all concerned IOTC members in finding innovative means to improve the efficiency and effectiveness of IOTC for consideration by the IOTC at its forthcoming session.

Susanto SUTOYO (Indonesia)

On behalf of the Indonesian Delegation, I would like to welcome the report of the Eighty-second Session of the Committee on Constitutional and Legal matters; and I express our support to the outcome of the review that no further analysis on the procedures to be followed for the removal of the IOTC from FAO and its consequences is needed at the moment. We fully agree that it is the IOTC's itself that has to deliberate and make the decision on the issue of removal of the Commission from FAO. They might wish to seek legal expert advice on the legal consequences of the removal, if they so wish, but we shall not dwell upon issues which may or may not arise. Indonesia wishes to reiterate its position that we do not wish IOTC to be removed from the framework of FAO and that any concern regarding the efficiency and effectiveness of IOTC must be addressed under its current status.

Ramalingam PARASURANAM (India)

The important item on IOTC and its continuation within the overarching framework of the arrangements under FAO was discussed at the meeting of the Informal Group of Experts late last month. This meeting, specifically 25 October 2007, decided that the matter needs further deliberations as has been noted in paragraph 19 of the Report of the Informal Group which is appended to the agenda item. In our view this is necessary and India would like to lend support to this view which has also been expressed on behalf of G77 Asian group by Malaysia and Indonesia.

HU YAN'AN (People's Republic of China) (Original language Chinese)

First of all the Chinese delegation would like to welcome the report by this expert group. On this issue IOTC for the change of their status, China expresses its position. Now, we would like to reiterate our position and also we support India's statement. This issue is a very complicated one and we are of the view that it should be discussed within the framework of FAO and, second, the Chinese Delegation believes that IOTC's withdrawal from FAO is not the best solution. However, the efficiency and effectiveness as mentioned by other delegates are important and China would like work together with other countries to improve this in this direction.

CHAIRMAN

Are there any other requests from the floor to speak on this item. I do not see any, so I will go back to Mr Fernandez, Mr Pucci, Legal Counsel of FAO and also Mr Tavares, Secretary of CCLM, if they want to add anything to the debate.

Emmanuel FERNANDEZ (Chairman, CCLM)

Mr Chairman, there is a second part to our report. Agenda item number 2 captures those other matters dealt with the issue of members' access to the reports of the Inspector General. The CCLM noted that this issue was still pending. The CCLM then decided to recommend that the Council provide guidance on the matter, taking into account the related recommendations contained in the Report of the IEE. Another item, had been on the agenda of the past sessions of the CCLM, mainly the issue of the representation of the Near East Region in the Finance Committee. The CCLM did not examine this issue during its Eighty-second Session. As you all know the Near East Region wishes to have a second seat in the Finance Committee. In its previous sessions the CCLM held the view that informal consultations among the regional groups were necessary before a review of this particular issue could be conducted. In its June 2007 session the Council noted that informal consultations among regional groups had been initiated but that further time was needed for them to reach a common position. The CCLM therefore stands ready to examine this issue as soon as a common position is reached. Thank you very much Mr Chairman, that ends my report.

CHAIRMAN

Thank you very much Mr Fernandez. You went beyond the item and introduced another item as well, so again the floor is open if anyone wants to talk on the second part of the Report of the CCLM. I do not see any, so I again come back to the podium to see if there are some explanations, comments. Yes Mr Pucci, you have the floor.

LEGAL COUNSEL

I do not think that there is any question to be answered from a legal point of view. The only thing that I wish to say is that as far as the Secretariat is concerned, we have taken due note of the wishes of the Council and of the IOTC and its Members.

We shall start discussions with IOTC Members as soon as possible, I would say immediately after the Conference, and I would ask the Members of IOTC to help us in this task. The Secretariat shall surely start, immediately after the Conference, the discussion with IOTC Members in order to improve the efficiency of the IOTC.

CHAIRMAN

Thank you Mr Pucci. So the Secretariat has taken note of your statements. With this I take it that the Council endorses the report of the CCLM.

It was so decided
Il en est ainsi décidé
Así se acuerda

This item is concluded.

- 11.2 *Applications for Membership in the Organization*
- 11.2 *Demandes d'admission à la qualité de membre de l'Organisation*
- 11.2 *Solicitudes de ingreso en la Organización*

CHAIRMAN

We now move on to sub-item 11.2, Application for Membership in the Organization. Given that sub-item 11.1, Invitation to Non Member Nations to attend FAO sessions was deleted from the Agenda earlier this morning, and the item numbering will be adjusted in the Final Report.

The Council was informed at its previous sessions of the applications made by Andorra and Montenegro for membership in the Organization. I now wish to inform the Council that in June 2007 the Director General received an application from the Pharaoh Islands for associate membership to FAO. Secret ballots on all three applicants are to be held on Saturday 17 November, that is the first day of the 34th Session of the FAO Conference.

- 11.3 *Change in the Name of the Committee for Inland Fisheries of Africa*
- 11.3 *Changement du nom du Comité des pêches continentales pour l'Afrique*
- 11.3 *Cambio de la denominación del Comité de Pesca Continental para África*

This item was purely for your information and we now move on to Sub-item 11.3 Change in the name of the Committee for Inland Fisheries of Africa. Please ensure you have document CL 133/7 before you.

I now invite the Legal Counsel to introduce this sub-item.

LEGAL COUNSEL

I think that this issue is a very straightforward one. Let me put this Committee in its legal context. As is said in the document, this is a body established by the Council under Article VI.2 of the FAO Constitution. Why a simple question such as that of changing the name is reported to the Council for approval? It is a practice that is always followed. In view of the fact that this Committee was established by the Council, whatever change we may have to make, either to its name or to its functions, has to be reported and approved by the Council and we have done so on various occasions.

For the time being, the Committee is requesting only the approval of the change to its name in order to reflect the present situation, the situation which exists already. It is not excluded that in future we may come back to the Council if the Committee decides to adjourn in one way or another, also its terms of reference. But for the time being it is only the question of the change in the name to reflect what the Committee is doing now, to include also aquaculture in its work. It is a formal matter not having any substantive impact, but it is important that the body who established the Committee should also approve whatever changes the Committee may suggest to its name.

CHAIRMAN

The Council is now invited to endorse the proposed change in name. May I take it that the change is endorsed?

RAPPORT

DU CONSEIL DE LA FAO

Cent trente-troisième session
Rome, 14-16 novembre 2007



QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

RAPPORT DE LA QUATRE-VINGT-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (ROME, 25 OCTOBRE 2007) ¹⁴

44. Le Conseil a examiné le rapport de la quatre-vingt-deuxième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques.

Examen des travaux du Groupe informel de juristes sur le processus à suivre pour la transformation d'un Organe statutaire, établi en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, en un organe extérieur à l'Organisation (modification éventuelle du statut de la Commission des thons de l'océan Indien)

45. Le Conseil a pris note du rapport du Groupe informel de juristes sur le processus à suivre pour la transformation d'un organe statutaire établi en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO en un organe extérieur à l'Organisation, qui figurait en annexe du rapport du CQCJ. Le Conseil a fait sienne l'opinion du CQCJ, qui faisait valoir que tant que les questions juridiques en jeu n'avaient pas été examinées à fond, aucune analyse supplémentaire de la procédure à suivre pour transformer la CTOI en un organe extérieur à la FAO ne serait fructueuse à ce stade. Les décisions fondamentales sur les questions de principe n'avaient pas encore été prises par la Commission des thons de l'océan Indien et par ses membres.

46. Le Conseil a pris note des déclarations faites par nombre de Membres, soulignant la nécessité de résoudre le problème persistant de l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la CTOI, ainsi que de détermination des Membres à examiner activement la question. Le Secrétariat a fait savoir au Conseil qu'il entamerait des discussions à ce sujet avec les Membres de la CTOI immédiatement après les sessions de la Conférence et du Conseil. Le Conseil a souligné la nécessité de trouver de toute urgence une bonne solution à ce problème, afin d'assurer la gestion durable des ressources en thons et en espèces apparentées de l'océan Indien. Le Conseil a instamment invité le Secrétariat et tous les Membres intéressés à élaborer une formule permettant à la CTOI d'améliorer son efficience et son efficacité, qui lui serait soumise pour examen à sa prochaine session, en 2008.

47. Le Conseil a souscrit à l'opinion du CQCJ, selon laquelle les relations entre la FAO et les organes établis au titre de l'Article XIV de l'Acte constitutif devaient être examinées à l'avenir, en tenant compte de toutes les circonstances pertinentes, y compris les pratiques passées de l'Organisation et les décisions de ses organes directeurs.

Autres questions

48. Le Conseil a noté que la question de l'accès des Membres aux rapports de l'Inspecteur général restait un problème en souffrance, qu'elle avait également été examinée dans le cadre de l'Évaluation externe indépendante et que des orientations devaient être données à l'avenir à ce sujet.

49. Le Conseil a été informé que la question d'un deuxième siège au Comité financier pour le Proche-Orient n'avait pas été examinée, car les consultations informelles entre les groupes régionaux n'avaient pas abouti. Le Conseil a noté que le CQCJ était prêt à examiner la question à l'avenir, lorsqu'une position commune aurait été définie.

¹⁴ CL 133/5; CL 133/PV/1; CL 133/PV/4.